

**Renforcer  
l'économie  
sociale et solidaire  
au cours de la législature  
2018 - 2023**

De par sa mission qui est de fédérer, de représenter, de promouvoir et de défendre l'économie sociale et solidaire au Luxembourg, l'ULESS souhaite proposer des éléments pour un futur programme gouvernemental à travers trois propositions très concrètes destinées à soutenir et à encourager le développement de l'économie sociale et solidaire au cours de la prochaine législature :

1. Elaborer un ambitieux plan d'action national pour l'économie sociale et solidaire
2. Clarifier les compétences du Ministère en charge de l'économie sociale et solidaire
3. Renforcer les moyens budgétaires et humains du Département ministériel de l'économie sociale et solidaire



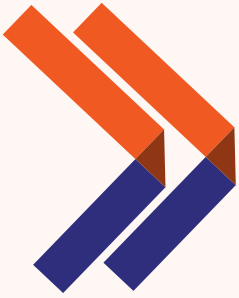
## ELABORER UNE STRATEGIE NATIONALE AMBITIEUSE POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'économie sociale et solidaire bénéficie au Luxembourg d'une conjoncture et d'un environnement très favorables.

- Depuis 2000, la part de l'économie sociale et solidaire dans l'économie luxembourgeoise a plus que doublé selon le STATEC et représente actuellement environ 8% de l'emploi intérieur.
- En 2009, le Luxembourg est un des premiers pays en Europe à disposer d'un Ministre délégué spécifiquement consacré à l'économie sociale et solidaire.
- En 2013, l'économie sociale et solidaire s'est dotée d'une organisation représentative au niveau national à travers la constitution de l'ULESS.
- En 2015, l'économie sociale et solidaire a été une des priorités de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne
- En 2016, la Chambre des Députés a adopté la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal, première reconnaissance législative de l'économie sociale et solidaire au Luxembourg.
- En 2017, le Gouvernement, l'ULESS et la Fondation du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse ont créé 6zero1, le premier incubateur d'entreprises sociales au Luxembourg.
- Au cours des dix dernières années, le Gouvernement a fait des efforts conséquents et a pris de nombreuses actions pour soutenir et encourager le développement de l'économie sociale et solidaire, de l'entrepreneuriat social et de l'innovation sociale. Des actions ont été prises aux niveaux national, européen et international pour promouvoir l'économie sociale et solidaire en concertation avec les représentants du secteur.

**L'ULESS propose, dans le cadre du futur accord de coalition, de renouveler le partenariat constructif entre le Gouvernement et le secteur de l'économie sociale et solidaire à travers l'élaboration d'une stratégie nationale ambitieuse pour la période 2019-2023.**

**Une telle stratégie devrait couvrir toutes les thématiques d'avenir pour le développement de l'économie sociale et solidaire comme l'innovation sociale, l'avenir du travail, la digitalisation, l'économie circulaire, l'économie créative, l'intégration des personnes réfugiées, etc.**



## CLARIFIER LES COMPETENCES DU MINISTERE EN CHARGE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Depuis 2009 et la création d'un département ministériel spécifique, l'économie sociale et solidaire a toujours fait partie des accords de coalition successifs. Pourtant, le domaine de compétences du département ministériel de l'économie sociale et solidaire est resté relativement flou et son périmètre donne parfois lieu à des différences d'interprétations.

Au cours de la prochaine législature, le domaine de compétence du Département ministériel de l'économie sociale et solidaire devrait comporter au moins les éléments suivants :

1. Politique nationale et internationale en faveur de l'économie sociale et solidaire – Législation relative à l'économie sociale et solidaire - Coordination d'un plan d'action national en matière d'économie sociale et solidaire - Intégration de la dimension économie sociale et solidaire dans les actions politiques en partenariat avec les autres départements ministériels – Etudes d'impact des mesures législatives sur l'économie sociale et solidaire – Statistiques nationales et comptes satellites relatifs à l'économie sociale et solidaire (STATEC).
2. Coordination de la politique relative à l'entrepreneuriat social – Incubateur d'entreprises sociales (6zero1) – Programmes de formation et d'accompagnement en matière d'entrepreneuriat social – Analyses et études.
3. Coordination de la politique en matière de responsabilité sociale des entreprises.
4. Sociétés d'impact sociétal (SIS) – Législation - Commission consultative pour les sociétés d'impact sociétal – Agrément ministériel – Supervision annuelle - Guichet unique d'assistance à la création de sociétés d'impact sociétal (SIS).
5. Associations sans but lucratif et fondations - Sociétés de Secours mutuels - Travailleurs handicapés (ateliers protégés) – Initiatives sociales en faveur de l'emploi.
6. Elaboration et mise en œuvre d'actions de promotion en faveur de l'économie sociale et solidaire, de l'entrepreneuriat social, de l'innovation sociale et de la responsabilité sociale des entreprises.
7. Relations avec l'Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire (ULESS).
8. Relations avec les organismes européens et internationaux dans les domaines de l'économie sociale et solidaire, de l'entrepreneuriat social et de l'innovation sociale – Groupe d'experts auprès de la Commission européenne en matière d'entrepreneuriat social (GECES) – Programme LEED (OCDE) – Académie sur l'économie sociale et solidaire (OIT) – Intergroupe Economie sociale (Parlement européen) – Groupe d'étude permanent Entreprises de l'économie sociale (Comité économique et social européen) – Groupe pilote international pour l'économie sociale et solidaire (GPIESS).

**L'ULESS propose, dans le cadre de la composition du futur Gouvernement, de préciser le périmètre du Département ministériel de l'économie sociale et solidaire, afin de couvrir tout l'éventail des thématiques transversales qui concernent les organisations de l'économie sociale et solidaire.**



## RENFORCER LES MOYENS BUDGETAIRES ET HUMAINS DU DEPARTEMENT MINISTERIEL DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

- Avec un budget inférieur à 1.000.000 EUR en 2018, le Département ministériel de l'économie sociale et solidaire est le département ministériel qui dispose du plus petit budget au sein de l'Etat.
- Le Département ministériel de l'économie sociale et solidaire est également le département ministériel qui bénéficie du moins de ressources humaines pour mener à bien toutes actions et politiques dont notre secteur a besoin au cours des prochaines années.
- Pourtant, les actions et politiques à mener sont nombreuses et la dimension transversale de l'économie sociale et solidaire nécessite énormément de coordination avec les autres départements ministériels.
- Ni l'ambitieuse stratégie nationale en faveur de l'économie sociale et solidaire, ni la clarification des compétences du Ministère en charge de l'économie sociale et solidaire ne pourront être mises en œuvre de manière satisfaisante sans moyens financiers et humains adéquats.

**L'ULESS propose au futur Gouvernement d'augmenter substantiellement, au cours des prochaines années, les moyens budgétaires et humains dont bénéficiera le Département ministériel en charge de l'économie sociale et solidaire, afin de les mettre en relation avec l'ambition du Gouvernement pour notre secteur et la complexité des enjeux liés à son développement.**



### L'ULESS en quelques mots...

- Les missions de l'ULESS sont de rassembler les acteurs de l'économie sociale et solidaire ; d'assurer la représentation de l'économie sociale et solidaire aux niveaux national, européen et international ; de promouvoir l'économie sociale et solidaire et de contribuer activement à son développement, ainsi que de propager ses valeurs.
- L'ULESS représente directement et indirectement plus que 300 acteurs de l'économie sociale et solidaire, lesquels emploient environ 20.000 salariés au Luxembourg.
- L'ULESS est reconnue comme l'organisation représentative de l'économie sociale et solidaire par le Gouvernement en application de l'article 12 de la loi du 12 décembre 2016.